

Introduction. Claude Ardit, Pierre Janin et Alain Marie

Pierre Janin, Claude Ardit, Alain Marie

► **To cite this version:**

Pierre Janin, Claude Ardit, Alain Marie. Introduction. Claude Ardit, Pierre Janin et Alain Marie. Claude Ardit, Pierre Janin et Alain Marie. La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali : réalités et faux-semblants, Karthala, pp.13-40, 2011, Hommes et sociétés. ird-00653152

HAL Id: ird-00653152

<https://hal.ird.fr/ird-00653152>

Submitted on 18 Dec 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Arditi C., Janin P. et Marie A. – « Introduction », p. 13-40, in : Arditi C., Janin P. et Marie A. (éd.) – *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali. Réalités et faux semblants*, Paris, Karthala, Collection Hommes et sociétés, décembre 2011, 384 p.

Introduction

Claude Arditi, Pierre Janin, Alain Marie

1. L'insécurité alimentaire : une réalité ordinaire largement ignorée, surtout en milieu urbain.

À une époque où les « émeutes de la faim » envahissent périodiquement les rues des villes africaines (au nord comme au sud du continent), posant, dans les faits, la question de la récurrence du phénomène, signe évident de son caractère structurel (de sa dimension sociale et politique), on peut trouver curieux que, mis à part certains reportages journalistiques à chaud, vite oubliés si tôt les événements passés et recouverts par d'autres, les enquêtes plus approfondies sur un phénomène aussi crucial que la faim soient chose si rare¹. Sans doute faut-il voir là un symptôme de ce « court-termisme » qui n'épargne plus guère les chercheurs trop dépendants de financements conditionnés aux « termes de référence » d'appels d'offres officiels le plus souvent réducteurs en raison de leurs présupposés généralement techniques et quantitativistes, ce en quoi ils se retrouvent quasiment logés à la même enseigne que les journalistes peu enclins à aller au delà de la relation d'événements d'abord appréhendés dans leur dimension « spectaculaire-marchande » (selon les réquisits d'une « société du spectacle » dévoreuse « d'infos » dont le rendement médiatique s'évalue à l'aune de la nouveauté, du sensationnel et du « visuel »).

Il n'est pas, d'ailleurs, jusqu'à la « novlangue » des milieux du développement, qui ne concourt paradoxalement à un tel « court-termisme » en raison de sa propension au nominalisme. Ainsi en va-t-il notamment de « l'insécurité alimentaire » et de ses avatars épisodiques, la « vulnérabilité alimentaire », les « crises alimentaires », les « situations d'urgence alimentaire » ou les « famines », quand on en réduit l'analyse à une vision tautologique des choses, les situations étant décrites à chaud comme autant d'événements plus ou moins aléatoires, en tant que tels voués à leur propre disparition : soit ils sont portés au compte de brusques calamités naturelles imprévisibles, soit ils sont liés à des conflits guerriers engendrant déplacements de populations et destructions de récoltes, soit encore ils sont appréhendés comme fatalement liés à l'éternel retour des caprices saisonniers ou des cycles climatiques d'échéance incertaine (Gado 1993).

Certes, la notion « d'insécurité alimentaire » connote l'idée selon laquelle il est des situations durablement et même structurellement marquées par les difficultés d'approvisionnement en nourriture suffisante et suffisamment diversifiée et équilibrée. On concède alors qu'il est des situations endémiques de sous-nutrition et de malnutrition et que celles-ci peuvent être la conséquence de chutes de la production liées aux aléas climatiques (notamment aux épisodes de sécheresse) ou à des invasions acridiennes difficilement prévisibles, mais qu'elles sont aussi la

¹ L'Étude de base de la sécurité alimentaire et de la nutrition (EBSAN) de 97 pages s'appuyant sur des données collectées en 2007 et 2008, et publiée en mars 2009, ne couvrait, à l'instar d'autres documents, aucun site urbain malien !

conséquence de défaillances dans les systèmes d'échange et de circulation, cela étant aggravé par des cloisonnements régionaux, par l'insuffisance des infrastructures de transport et encore amplifié par des hausse des prix à la consommation généralement attribuées aux fluctuations des marchés et en particulier à des raretés artificiellement provoquées par la spéculation entretenue par les grands commerçants et importateurs de denrées alimentaires (et, depuis la crise financière de 2008, par la spéculation internationale).

Notons toutefois que ces situations d'insécurité alimentaire peuvent encore être mises au compte de choix de politiques de développement ayant abusivement privilégié les « cultures de rente » destinées à l'exportation sur le marché mondial (coton, arachide, café, cacao, huile de palme...) au détriment de cultures vivrières suffisamment abondantes et diversifiées pour faire face aux fluctuations de la production et aux aléas climatiques, sans que l'on ait pris en considération les sociétés paysannes et leur souci de « ne pas mettre tous ses oeufs dans le même panier ». Mais, sous la pression des développeurs promouvant la rentabilité marchande et de l'État avide de devises et confronté à des besoins monétaires grandissants, les agriculteurs ont dû le plus souvent faire une (trop) large place aux cultures d'exportation au détriment des superficies et du temps consacrés aux productions vivrières.

Or, dans le même moment, à partir des indépendances, l'accroissement spectaculaire des populations urbaines (doublement tous les dix ans, parfois tous les six ans) posait la question de l'approvisionnement des villes en produits vivriers suffisamment bon marché pour rester accessibles à la grande masse des milieux populaires condamnés à la pauvreté et au sous-emploi par le sous-développement de l'économie moderne et par la faible productivité et rentabilité de myriades de petites activités marchandes dites « informelles ».

Ainsi s'est mis en place durablement le mécanisme d'un cercle vicieux dont les pays africains ne sont pas encore sortis à ce jour. D'une part, les cultures de rente restent peu valorisées sur le marché mondial (du fait de leur exportation à l'état brut) et se trouvent soumises de surcroît à des ponctions minorant le prix d'achat aux producteurs directs (les Offices étatiques de commercialisation et, depuis la vague de libéralisations imposées par les « ajustements structurels » des années quatre-vingt, les grands opérateurs privés, souvent étrangers, attributaires de licences d'exportation, imposent leurs prix à des producteurs peu organisés et toujours pressés de vendre « bord-champ » à des acheteurs en position de monopole). D'autre part, concurremment, les produits vivriers destinés à l'approvisionnement des villes demeurent sous-évalués à la fois du fait de la faiblesse du pouvoir d'achat citadin et du fait de la multiplication des intermédiaires² entre petits producteurs paysans et consommateurs citadins. Ainsi, cette pauvreté paysanne, qui alimente l'exode rural et par conséquent la surpopulation urbaine (par rapport au marché de l'emploi), entretient la faiblesse de la production vivrière : les producteurs sont peu incités à améliorer notablement la productivité parce que l'intensification est surtout consacrée aux cultures d'exportation et parce que les prix d'achat des produits alimentaires sont faibles et doivent le demeurer de manière à préserver « l'accessibilité » de la nourriture pour les consommateurs citadins et ainsi maintenir la paix sociale en prévenant les risques de « famines » et « d'émeutes de la faim ».

En outre, cette politique (qui se garde bien de dire son nom) des bas prix du vivrier, permet de maintenir la faible rémunération des salariés (avantage donné à l'économie moderne et à l'État employeur) et les très bas revenus de l'immense majorité des actifs du « secteur informel ». En somme, il assure à bon compte (au profit du marché mondial, des grands opérateurs internationaux, de l'État et des bourgeoisies locales) la reproduction d'une force de travail bon marché.

Mais un tel cercle vicieux, évidemment, repose sur des équilibres aléatoires et précaires : en

² Transporteurs, gros commerçants, grossistes, semi-grossistes, « rabatteurs », boutiquiers, détaillants sur les marchés urbains, revendeuses au micro-détail, etc.

effet, en dépit de politiques de « lutte contre l'insécurité alimentaire » (constitution de stocks nationaux de sécurité, multiplications des offices publics de gestion céréalière, création de « grands périmètres irrigués », incitations à la création de « banques de céréales » villageoises, subventions ponctuelles pour des importations d'urgence en cas de mauvaises récoltes, attribution de licences d'importation exceptionnelles aux grands commerçants, appels à l'aide internationale, distributions gratuites à certaines catégories de la population...), il n'en demeure pas moins évident que l'insécurité alimentaire demeure, ainsi que le démontre la récurrence inexorable des épisodes de « crises alimentaires » plus ou moins graves et spectaculaires (famines, chutes régionales de la production, disettes localisées, émeutes de la faim, hausses brutales des prix sur les marchés urbains, déficits de semences...).

Cette extrême et trop répétitive fragilité n'est donc pas seulement le fruit du hasard, autrement dit des caprices de la nature. Elle est le sous-produit d'une politique dite de « développement », de longue durée puisqu'elle commence à la période coloniale et se perpétue jusqu'à aujourd'hui sans désespérer (entre autres exemples, comme le montre la contribution de C. Arditi, les « greniers de réserve » ou les « grands périmètres irrigués » comme l'Office du Niger affichent aujourd'hui la continuité de politiques pourtant peu opérantes, mais reprises à son compte par l'État post-colonial).

Au fond, tout cela est suffisamment documenté aujourd'hui alors qu'une prise de conscience récente semble (enfin !) se manifester à nouveau en faveur d'une indispensable revalorisation des agricultures vivrières paysannes. Rappelons, fait hautement significatif, que le thème est loin d'être inédit : qu'il suffise d'évoquer l'alerte lancée dès 1962 par R. Dumont avec *L'Afrique noire est mal partie* et l'intervention du collectif de chercheurs réunis dans le « Comité Information-Sahel » soulignant avec force en 1975, dans *Qui se nourrit de la famine en Afrique ?*, que les famines de 1973 (au Sahel et en Ethiopie notamment) pouvaient, certes, être liées à des accidents climatiques répétés, mais que l'ampleur de leurs conséquences était l'effet direct de politiques coloniales et néo-coloniales relayées sans état d'âme par les bourgeoisies nationales (priorité donnée aux cultures de rentes, réduction des superficies consacrées au vivrier, incompatibilités entre calendriers agricoles, utilisation de méthodes culturales fragilisant les sols, déboisements, etc.). Notons encore, en passant, que ce type d'analyse trouve aujourd'hui une nouvelle confirmation dans le retour en force, face au réchauffement climatique, des recommandations écologiques pour une réorientation de la consommation vers les produits locaux et de saison, pour un abandon du modèle agro-industriel monoculturel et pour la revalorisation des agricultures paysannes.

Alors pourquoi, dans cet ouvrage, revenir sur cette vieille question ? Deux raisons principales peuvent d'emblée être invoquées.

2. Une réalité peu étudiée : la bureaucratisation redondante des instruments d'intervention

D'une part, les études de cas permettent de préciser et d'affiner la problématique que l'on vient d'évoquer. Il s'agit notamment de mieux documenter et analyser, à travers le cas malien, une concrétisation parmi d'autres d'un modèle archétypique de politique de sécurité alimentaire, répandu un peu partout en Afrique, et qui se traduit par l'enflure bureaucratique-institutionnelle (et communicationnelle !) à laquelle la dite « politique » semble bien se réduire pour l'essentiel, avec, soulignons-le d'emblée, la très active « complicité » des partenaires « développementistes » extérieurs (coopérations bilatérales et multilatérales, institutions et ONG internationales) et avec la participation empressée de l'État malien trop heureux d'afficher un activisme de bon aloi dès lors qu'il s'agit de préserver sa légitimité de « souverain » protecteur et nourricier parce qu'il a « la main sur le grenier du village » (sur ces thèmes, cf. les contributions de C. Arditi, V. Bertout et I. Crouzel, P. Janin, A. Marie).

En bref, il s'est agi de mieux faire apparaître que, dans ce type d'économie d'abord sous développée parce que l'économie vivrière paysanne y est maintenue dans un état d'abandon à elle-même par l'État et ses partenaires internationaux, *la question alimentaire est la question politique par excellence*, celle où se joue la légitimité du Pouvoir auprès du plus grand nombre (avant, donc, la revendication démocratique, même si cette dimension peut être un thème central dans les critiques adressées au Pouvoir et aux « élites » aux affaires). C'est sous cette perspective politique, notamment, qu'il faut appréhender les rivalités sourdes entre, d'un côté, un ministère « technique » en principe directement concerné et considéré comme partenaire privilégié par la coopération internationale, celui de l'agriculture, et, de l'autre côté, une présidence de la République « mettant la main sur le grenier » (notamment le Commissariat à la sécurité alimentaire), même si elle ne dispose pas des moyens et de la compétence pour mettre efficacement en œuvre de tels dispositifs.

De plus, avec l'étude précise de la démultiplication des dispositifs institutionnels de lutte contre l'insécurité alimentaire – démultiplication encore accusée par la décentralisation ou plutôt la déconcentration en cours (cf. Bertout et Couzel) et de la promotion corrélative de « l'auto-suffisance alimentaire durable » ou de la « souveraineté alimentaire », thématique mise en musique par tous les acteurs patentés sans exception (institutions internationales, ONG étrangères, État, technocratie, pouvoirs locaux, ONG locales...), on est amené à poser la question de l'efficacité réelle de ce qui peut très largement être perçu, en fin de compte, comme un *théâtre d'ombres* essentiellement destiné d'un côté à entretenir la manne internationale, de l'autre côté à affermir une légitimité politique au fond mal assurée d'elle-même.

Bien entendu, il ne manque pas, à ce théâtre d'ombre, le recours incantatoire et obsessionnel aux « méthodologies » (terme plus « communicationnel » que celui de « méthodes », pourtant seul approprié puisqu'on ne pose jamais la question de leur pertinence scientifique ni de leur usage). Ainsi en va-t-il, entre cent autres exemples, des fameux « SIG » (systèmes d'information géographique) que l'utilisation des photos aériennes combinée à l'infographie permet de traduire en cartes qui ornent les bureaux de certains experts et y sont certes esthétiquement séduisantes avec leurs différentes tonalités de vert indicatrices de l'évolution des superficies cultivées d'année en année et de saison en saison. Mais, même à supposer qu'elles soient au plus vite mises en forme, ces cartes à (trop) petites échelles permettent-elles une localisation et un suivi suffisamment fins (de niveau micro-régional et micro-climatique) des déficits ou retards culturels et permettent-elles une estimation suffisamment précise des fluctuations de la production ? On peut en douter...

Ainsi en va-t-il, également, des données et indicateurs statistiques à l'égard desquels on peut nourrir des doutes légitimes quand on sait le caractère extrêmement aléatoire du recueil des informations (souvent à partir de questionnaires stéréotypés diffusés aux quatre coins du pays où, à l'estime et sur la foi de déclarations à l'emporte-pièce de quelques « opérateurs », ils sont remplis par des « agents » locaux peu dotés de rigueur objective et dépourvus d'instruments précis de mesure). Et le doute augmente quand on constate en même temps que ces données et indicateurs sont reproduits sans vérification d'un organisme à l'autre et finissent par acquérir un label de vérité à force d'être copiés partout (souvent d'ailleurs, à partir de statistiques « trouvées » sur Internet où elles sont complaisamment déversées par les grandes institutions onusiennes ou les grandes ONG internationales, sans qu'on puisse rien savoir de leur origine véritable) (sur ce sujet, cf. S. Dury et E. Fouilleux et P. Janin).

3. L'insécurité alimentaire, une question sociale et politique

D'autre part, l'épreuve des faits quant à l'effectivité de cette « politique » de « lutte contre l'insécurité alimentaire » et à l'efficacité de ses méthodes et dispositifs, pouvait être recherchée du côté d'une autre catégorie « d'acteurs », le plus souvent « oubliés » de tous les discours, mais qui, parce qu'ils sont censés en être les tout premiers destinataires et « bénéficiaires », peuvent

témoigner sans fard ni circonlocution ni langue de bois de la vérité des choses. Ces « acteurs », ignorés des pouvoirs publics et des « experts » de tout bord, ce sont pourtant ces citoyens qui vivent dans les quartiers populaires et qui, pour la plupart, disent leur « faim » et leur manque d'argent et proclament donc d'emblée, dans un contexte d'économie urbaine totalement monétarisée, le rapport explicite entre leur pauvreté et leur état récurrent, souvent permanent, de sous-alimentation et de malnutrition. Mais qui prend la peine, par exemple, de les entendre raconter qu'ils ne font plus qu'un seul (maigre) repas par jour, qu'il leur faut bien éduquer leurs enfants au stoïcisme de la frugalité de nécessité et qu'ils ne mangent pratiquement plus de « viande » parce que, pour eux, elle est hors de prix (cf. la contribution de A. Marie) ? Et pourtant, ils ne manquent pas de points de repères et de comparaison : en ce qui concerne leur alimentation, les citoyens maliens savent fort bien définir avec précision ce que représentent pour eux les normes d'une nourriture suffisante et équilibrée, en somme du « bien manger » à sa faim et selon ses goûts et de ce que cela impliquerait en matière de budget-nourriture (cf. la contribution de C.-É. de Suremain et É. Razy).

Or ces mêmes « acteurs » qui le sont si peu en ce qu'il leur faut subir une grande pauvreté dont ils n'ont évidemment jamais voulu (y compris lorsque, comme chez les Touaregs du « Grand Nord » ou chez les Dogons du plateau central, ils ont fui la paupérisation paysanne en émigrant vers l'utopie d'un mieux être en ville), mais qui le sont jusqu'à l'activisme en ce qu'il leur faut faire feu de tout bois pour trouver de quoi survivre au jour le jour (y compris lorsqu'ils s'escroquent entre eux quoiqu'en disent les thuriféraires de la trop fameuse et si commode « solidarité africaine »), ces mêmes « acteurs », donc, disent encore, pour peu qu'on prenne la peine de les écouter, deux ou trois « petites choses » fort intéressantes : notamment, qu'eux, ils sont pauvres, donc affamés, mais que, dans le pays, les gens du Pouvoir ne se soucient jamais d'eux ; qu'eux, ils n'ont jamais vu la couleur des distributions gratuites de céréales officiellement proclamées en cas de pénurie et de hausse des prix (information corroborée par ailleurs : le Pouvoir ne distribue rien aux citoyens de peur d'accentuer l'afflux en ville de nouvelles cohortes de paysans affamés par des sécheresses locales) ; et que, pourtant, les « riches » mangent de la viande trois fois par jour et que « même leurs chiens » mangent plus de viande que les pauvres ; ou encore, qu'eux, ils ne veulent plus voter car les élections ne changent jamais rien à leur sort.

Ainsi les citoyens pauvres affirment à leur manière, tragiquement concrète, l'indissociabilité de la question alimentaire, de la question sociale (celle des inégalités grandissantes) et de la question politique (avec l'illégitimité d'un Pouvoir central indifférent à l'égard du sort des petites gens et la disqualification des « élites » qui s'enrichissent sur fonds de pauvreté générale).

En bref, quand d'un côté l'on parle à satiété de « lutte contre l'insécurité alimentaire », de l'autre côté on oppose à ces discours officiels une faim endémique, une pauvreté accentuée, des inégalités grandissantes et, faute de pouvoir encore attendre quelque chose des alternances électorales, l'on se tourne vers l'islam « politique » de ces imams engagés qui, eux au moins, disent leur vérité au souverain et aux élites quand ils dénoncent « l'égoïsme des riches qui sont au pouvoir et ne font rien pour les pauvres » (cf. A. Marie).

Or, est-il besoin de rappeler que cette radicalisation populaire qui prend la forme d'un recours au religieux comme mode de rassemblement des laissés pour compte et comme langage de leur contestation politique, processus observé et souligné à l'occasion de nos enquêtes de terrain entre 2005 et 2007, n'a, depuis, été que trop nettement confirmée par la présence des terroristes d'Al Qaïda au Maghreb islamique évoluant dans les régions sahariennes du Niger et du Mali ? Et faut-il encore souligner que ces groupes terroristes, sous-produits de la guerre civile algérienne des années quatre-vingt dix, n'ont pas eu de peine à trouver, dans ces deux pays, des complicités et relais locaux, non seulement dans les régions souvent affectées par la sécheresse et parmi les populations touaregs marginalisées par les États, mais encore parmi la jeunesse urbaine dont certains éléments, exaspérés par le chômage et la misère, peuvent trouver dans le « banditisme social » un débouché

professionnel et idéologique, sinon donnant sens à leur révolte, du moins justifiant la violence dans laquelle ils basculent ?

En somme, les victimes et laissés pour compte du « système » (citadins pauvres, petits boutiquiers, imams de quartiers ou pasteurs au contact permanent des difficultés de leurs ouailles), donnent à entendre que l'insécurité alimentaire relève d'une construction sociale et politique complexe, certes inscrite dans la longue durée historique, mais surtout contemporaine de la brutale actualité d'une situation sociale et politique trop visiblement configurée par des inégalités spectaculaires, beaucoup plus qu'elle ne renverrait à une fatalité tenant aux aléas d'un environnement (climatique ou économique) peu clément et capricieux.

De ce fait, sous cette perspective également, l'insécurité alimentaire est bien un fait politique central de nature structurelle, car son caractère d'urgence absolue et quotidienne (beaucoup chaque matin se lèvent sans savoir s'ils vont « *trouver de quoi manger d'ici la nuit* ») l'instaure en pierre de touche permanente de toutes les politiques mises en échec pour la réduire et l'érige en signe par excellence de toutes les autres insécurités corrélatives : le manque d'argent, la cherté du coût de la vie, l'inaccessibilité des soins de santé, les scolarités empêchées par la pauvreté, le chômage de masse, le sous-emploi ou l'inactivité forcée, les diplômés sans débouchés, la précarité des logements, les difficultés grandissantes de la solidarité communautaire....

En bref et en clair, le manque chronique de nourriture et l'expérience de la faim mettent directement en cause l'État et les « élites » aux affaires avec d'autant plus d'acuité que, sous les yeux des pauvres, l'argent, la richesse et le luxe s'étalent au grand jour en toute tranquille et impudente ostentation.

Comme les autres capitales africaines, en effet, Bamako met en scène ses grands hôtels pour jet set mondialisée (y compris certains experts internationaux), l'ambitieuse architecture des banques internationales, ses nouvelles cités administratives, ses opérations d'urbanisme de prestige, ses luxueuses villas à étages, ses grandes avenues élyséennes, et son intense circulation où les gros quatre-quatre fendent le grouillement des vieux camions cabossés, des camionnettes-taxis surchargées, des frêles deux-roues, des vélos rafistolés et de tout un peuple de piétons silencieux : pousseurs de charrettes à bras, porteurs, jeunes colporteurs à la sauvette, revendeuses de tous âges trotinant sous leur charge, ascétiques marcheurs partis dès l'aube à la recherche d'improbables emplois temporaires (cf. A. Marie).

4. Face à la surabondance technocratique et à l'invisibilité des vies ordinaires, l'indispensable enquête de terrain

En fin de compte, on ne s'étonne pas que, dans ces conditions, la crise alimentaire régionale, qui a touché plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest (dont le Mali) en 2005, puis en 2008, ait constitué de fait un bon révélateur d'un décalage confinant souvent à la contradiction entre l'apparence institutionnelle et la réalité concrète (vécue), et même, serait-on tenté de dire à la limite, d'une contradiction entre l'imaginaire (autrement dit, en l'occurrence, le symbolique officiel) et le réel, soit, en termes plus communément politiques, entre l'idéologie du Pouvoir (et des pouvoirs qui s'articulent à lui ou composent avec lui) et la réalité des situations et des rapports sociaux. En effet, comment pourraient bien s'articuler l'un à l'autre, sinon, au mieux, sur le mode de l'ambiguïté et, plus vraisemblablement, de la contradiction, les deux niveaux principaux du champ de « la lutte contre l'insécurité alimentaire » ?

D'un côté, donc, la profusion centrale (dans la capitale) et la démultiplication locale (avec la prétendue décentralisation) de dispositifs *ad hoc*, déjà quasiment masqués sous une forêt d'acronymes pour initiés, forment de surcroît un empilement (un « millefeuille ») bureaucratique dont chaque niveau épuise une grande partie de ses capacités d'action à son propre fonctionnement et passe trop de temps et d'énergie à la négociation incessante de compromis bancals au

sujet de son rattachement, de ses attributions et de ses ressources (cf. textes de C. Ardit et P. Janin). En particulier, l'entretien avec leurs agents ou la lecture de leurs plaquettes, brochures ou rapports, mettent invariablement en présence, à chaque étage du « millefeuille », les mêmes « symptômes » : l'inflation hyperbolique et redondante à l'excès des discours programmatiques ; une rhétorique stéréotypée ; l'utilisation de statistiques officielles douteuses et répétitives ; l'invocation de « méthodologies » quantitativistes mathématisant abusivement des phénomènes qualitatifs (que peut donc bien être un « score de vulnérabilité perçue » ?) ; un goût marqué pour l'évaluation en interne, fort commode pour légitimer ses propres interventions, mais peu propice à l'objectivité (on ne peut être juge et partie), non plus qu'au retour réflexif et critique nécessaire à l'amélioration des programmes ; et aussi une tranquille ignorance de la production scientifique dans le domaine des sciences sociales et, plus généralement, dans la connaissance des pays, régions et populations sur lesquelles on intervient (cf. C. Ardit). Et que dire, encore, de la méconnaissance de la dimension géopolitique internationale de l'insécurité alimentaire, ainsi que l'a encore bien montrée la crise alimentaire mondiale de 2008 (Giblin et Janin 2008) ?

On l'aura compris, si l'on voulait donc rompre avec les discours technocratiques convenus sur la question de l'insécurité alimentaire et mettre au contraire en évidence sa dimension sociétale et politique, il fallait résolument privilégier une recherche « de terrain », soucieuse de connaissance « enracinée » grâce au recueil d'informations de première main et à l'observation directe des situations concrètes³. C'est pourquoi notre recherche, sans négliger la lecture critique de la documentation plus ou moins « officielle » et formatée (rapports, brochures, articles de presse, discours), s'est essentiellement appuyée sur les principes d'une sociologie « *actors oriented* » : concrètement, nous avons multiplié les entretiens non directifs ou semi-directifs avec des personnalités de tout bord, aussi bien les agents des diverses institutions et dispositifs concernés de près ou de loin par la lutte contre l'insécurité alimentaire (directeurs de services, responsables d'ONG, cadres administratifs...), que des représentants de la société civile (maires, journalistes, grands commerçants, députés, imams, pasteurs, universitaires...), sans oublier de faire une bonne part, selon une perspective plus délibérément anthropologique, aux gens ordinaires les plus directement concernés : eux, ils vivent l'insécurité alimentaire au quotidien, comme une expérience banale, douloureuse, humiliante, qui en fait des témoins privilégiés, parce qu'ils ne peuvent partager les illusions (inconscientes, mais intéressées) ni *a fortiori* la mauvaise foi (procédant de leur « servitude volontaire » d'agents du système) de la plupart des professionnels du développement et des agents de l'État.

5. La capitale : un théâtre des illusions

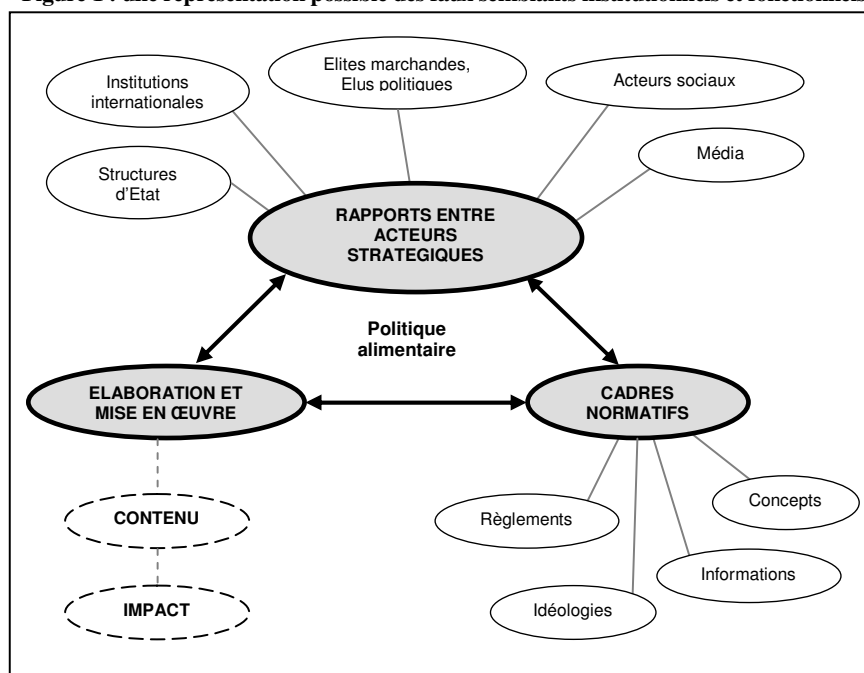
La capitale malienne représentait ainsi un cadre pertinent pour notre perspective de recherche avec la diversité des acteurs institutionnels, marchands, associatifs, et la concentration, dans ses quartiers populaires, d'une majorité oubliée, celle des affamés ou malnutris endémiques, dont les témoignages renvoient, sans fard ni détour, les institutions, dispositifs, organigrammes et discours officiels à leur réalité profonde qui est de participer d'une mise en scène et en mots à laquelle l'État, les institutions internationales, les grandes ONG étrangères, les experts en mission et les grands « opérateurs économiques » concourent en un élan consensuel si bien orchestré qu'il en est fort suspect. En somme, toute cette convergence des différentes « scènes théâtralisées de l'action » est bien trop belle pour ne pas fonctionner comme une sorte de théâtre des illusions.

Mais le problème, c'est que, de plus en plus nettement, la représentation n'amuse ou n'abuse que ceux qui y trouvent leur intérêt immédiat (politique, idéologique, économique ou, simplement,

³ « L'analyse socio-anthropologique permet de proposer un tableau détaillé et crédible de ce qui se passe sur la ligne de front, là où les développeurs entrent en interaction avec les développés, et les services de l'État avec les usagers : ni les enquêtes rapides, ni les statistiques n'en sont capables » (J.-P. Olivier de Sardan, 2005, p. 39).

moral et professionnel). Quant à tous les autres, le petit peuple des affamés permanents et leurs trop rares porte-parole (journalistes d'opposition, intellectuels critiques, imams radicaux), ils voient de plus en plus nettement, sous le théâtre d'ombres, la réalité de la domination, de l'enrichissement illicite, de la perte de légitimité du Pouvoir et des élites aux affaires et aussi la réalité de la facticité des consultations électorales qui ne sont porteuses d'aucune amélioration de leurs conditions d'existence.

Figure 1 : une représentation possible des faux semblants institutionnels et fonctionnels



6. Techno-bureaucratie et rhétorique développementiste : les apparences visibles d'un déni de la réalité concrète

Le domaine de la lutte contre la faim est caractérisé par une inflation des dispositifs institutionnels, parfois redondants en termes de compétences, parfois concurrents en termes d'intérêts, mais dont la mise en place institutionnelle et discursive est censée répondre à des objectifs de rationalisation de l'action et de réduction des coûts ainsi qu'aux injonctions internationales pour une « meilleure gouvernance » appuyée sur la société civile au nom de la démocratisation et de la décentralisation. Cette « stratégie d'extraversion » (Bayart 1989), destinée à entretenir de bonnes relations avec les bailleurs de fonds internationaux et passant aussi par un très libéral accueil assuré aux nombreuses ONG internationales installées à Bamako, se traduit par une rhétorique internationale censée conférer une labellisation (normative) aux dispositifs développementistes et, en fin de compte, justifier l'absence de ce qui devrait être un souci préjudiciel absolu : la prise en compte cognitive et pratique des expériences et savoir-faire locaux adaptés aux conditions pédologiques et climatiques (par exemple en matière de réserves semencières et de diversifications culturelles) et pourtant validés, faut-il donc rappeler cette évidence ?, par une histoire plurimillénaire.

Cette technocratisation de la « lutte contre l'insécurité alimentaire » fait donc uniquement référence aux normes d'un discours international inlassablement repris en chœur par une prolifération « d'experts » et d'acteurs « techniques », qu'ils relèvent des grandes institutions internationales, des ONG, des bureaux d'étude, des cellules ministérielles ou des agences étatiques. Rien d'étonnant, donc, à ce que la politique de « décentralisation » (qui recouvre surtout une déconcentration démultipliant en réalité les dispositifs centraux et le même discours technique dominant, sans donner de nouvelles ressources aux collectivités locales), s'inscrive dans cette

logique : elle ajoute une nouvelle strate à l'empilement bureaucratique et à la logomachie régnante et elle paraît n'être guère utilisée que pour offrir de nouvelles possibilités de redistribution locale, ethno-communautaire le cas échéant (c'est le cas dans le nord du Mali par rapport à la rébellion touarègue).

Sous la même perspective, la floraison des sigles et acronymes (pour un aperçu, cf. en annexe, leur liste non exhaustive) hermétiques aux non-initiés, mais fort prisés par les professionnels du développement en dépit de leur peu de prise effective sur le réel concret, convient à la communication codée au sein de leur sphère technocratique dont les instances internationales et nationales coopèrent à des mises en scène communes. Cette abstraction relève, elle aussi, d'un déni du politique (des rapports de pouvoir, des conflits d'intérêts catégoriels et des inégalités sociales) sous l'égide d'une idéologie d'inspiration techno-libérale. Il est également significatif à cet égard que la référence au concept de « stratégie » (« de lutte contre la pauvreté », « de réduction de la vulnérabilité », « de lutte contre l'insécurité alimentaire », « de croissance accélérée ») recouvre ou contamine celui de « politique », au point de réduire ce dernier à une variante du premier (ainsi on parlera de « politique » de stockage ou de « politique » d'aide alimentaire), et que cela se manifeste encore par l'hypertrophie des considérations prétendument « méthodologiques », mais recouvrant en fait l'arbitraire de « méthodes » sur les raisons du choix desquelles on reste muet !

Cette tendance s'incarne, par exemple, dans la mise en place, dans les pays concernés par la lutte contre le « sous-développement », de cadres nationaux programmatiques pour l'action dans les domaines de la santé, de l'environnement, de la sécurité alimentaire et de la pauvreté. Tout cela, au fond, fait directement et fidèlement écho aux mots d'ordre des bailleurs de fonds pour la rationalisation et l'harmonisation des « politiques », en fait réduites à des « stratégies » elles-mêmes réduites à des « méthodes » (en clair, à un ensemble de recettes libérales passe-partout), ce à quoi les gouvernements nationaux résistent d'autant moins que, d'une part, cette connivence leur permet de conserver leurs droits de tirage sur l'aide internationale (bien utile en cas de crise alimentaire) et que, d'autre part, *cette « technicisation » du politique convient fort bien à leur propre volonté de dépolitiser des problèmes hautement politiques* : les inégalités sociales et régionales, l'accaparement des ressources par l'oligarchie, la pauvreté, la misère et la faim endémiques dans les milieux populaires. Sous cet éclairage, la proclamation incantatoire des « politiques » de « réduction de la pauvreté » ou de « lutte contre l'insécurité alimentaire », entre autres, reste généralement un exercice de style sans grande effectivité, ce que l'on peut facilement constater si tôt qu'on part à la recherche des « réalisations concrètes » sur le terrain, comme on peut le faire dans le cadre d'enquêtes au plus près des « gens » avec l'élémentaire souci de confronter les (grands) mots aux (petites) choses (de la vie quotidienne) et la rhétorique (dominante) à la parole (nourrie de l'expérience ordinaire) des dominés⁴.

Et pourtant le déni dominant de la réalité est en permanence entretenu par une médiatisation sans précédent bien au-delà de la seule valorisation des « actions » prétendument mises en œuvre, la forme, l'affichage et l'apparence l'emportant sans vergogne sur le fond et la réalité. On peut y voir la marque des politiques libérales mises en œuvre depuis trois décennies et qui ont renforcé le phénomène de marchandisation de la faim et donné une place croissante à « l'ingénierie technocratique des outils » comme instrument de la preuve et du gouvernement (Labrousse 2010 et Derosières 2008). À cet égard, l'apparition ici ou là, dans les réunions, de « chargés de

⁴ Est-il besoin de préciser que certains chercheurs, notamment quand ils se bornent à l'interview des experts ou de ces fameuses « personnes-ressources » qui, le plus souvent, en sont la réplique, peuvent être eux-mêmes « contaminés » par cette langue de bois et finir par la reproduire dans leurs comptes rendus en l'entremêlant avec leurs propres concepts..., ce qui, en retour, confère une certaine légitimité apparente au discours de l'expertise. Le garde-fou contre cette dérive, c'est de garder l'esprit critique (soit, *a minima*, le souci d'appréhender les écarts entre les mots et les choses) et de procéder à des enquêtes de terrain qui donnent toute leur part au recueil de la parole des dominés, non par « populisme » (idéologique), mais parce que les dominés, pour peu qu'on les écoute avec empathie, mieux que les dominants, disent assez crûment la vérité des dominations et des situations matérielles qu'ils subissent et dont ils souffrent (démarche que l'on a pu qualifier de « populisme méthodologique »).

communication » (disposant de budgets ad hoc !) est aussi symptomatique que l'utilisation commune du jargon de l'expertise.

7. « Quantophrénie » et « méthodophrénie », symptômes d'une technicisation fallacieuse

En somme, le champ professionnel de la lutte contre l'insécurité alimentaire (comme celui de la santé ou des migrations) est gagné par une sorte d'illusionnisme conceptuel et méthodologique qui va de pair avec cette « quantophrénie » ou « manie de la quantification » typiquement américaine (à l'origine...), déjà dénoncée en son temps, dès les années 1950, par le sociologue Pitirim Sorokin⁵ (rappelons encore l'exemple de l'ineffable « score de vulnérabilité alimentaire perçue » !). Ce culte des chiffres pousse à la quête systématique de prétendus « indicateurs » les plus divers, censés renseigner des états d'insécurité alimentaire transitoires ou des vulnérabilités nutritionnelles plus structurelles⁶, tandis que l'obsession méthodologique (la « méthodophrénie », pourrait-on dire) pousse à la technicisation croissante des « outils » (système d'information géographique, système d'information sur les marchés, systèmes d'information sur les prix), tout cela, soit dit en passant, contribuant lourdement à l'inflation des coûts au détriment de la part dévolue (quand elle reste prévue !) à la recherche qualitative.

En outre, cette quantification immodérée a l'avantage de parer d'un vernis de scientificité et d'objectivité une pauvreté de raisonnement et d'analyse en grande partie fondée sur une méconnaissance réelle du « terrain » (géographique, sociologique, politique). Ainsi, on ne connaît pas les causes véritables du nombre de personnes « mortes de faim » et la « classification hiérarchique ascendante » en statistique combinatoire déshumanise singulièrement la pire des réalités. De plus, les chiffres circulent d'un média à l'autre (comme le démontre une lecture croisée des sites Internet) et ils sont déconnectés de leur contexte et parfois de tout souci de production objective, ainsi que le montre le cas de ces questionnaires remplis à la chaîne par des enquêteurs professionnels soucieux d'améliorer leur « productivité » sans perdre de temps avec les enquêtés⁷. Comment dès lors ne pas nourrir des doutes sur les analyses qu'on prétend en tirer et sur leurs conséquences opérationnelles ?

Par ailleurs, on est de plus en plus confronté à un paradoxe de taille : une « crise alimentaire » n'a pas d'existence en soi car elle n'accède véritablement à l'existence qu'à partir du moment où, proclamée en tant que « crise » et donc « cause » humanitaire internationale, elle fait l'objet d'une reconnaissance médiatique et de négociations politiques internationales. Et, bien entendu, les agences onusiennes et les grandes ONG, engagées dans une compétition pour légitimer leurs actions et mobiliser les ressources financières, participent délibérément à ce mouvement de simplification et de reconstruction du réel. De son côté, l'État concerné trouve généralement son intérêt à prêter la main à l'orchestration des campagnes internationales contre « la famine », à moins qu'il ne choisisse de minimiser une crise bien réelle, si elle risque de mettre en évidence son

⁵ L'auteur fait notamment observer que « pour les maniaques de la quantification », « toute étude quantitative est regardée comme un signe du progrès des sciences sociales vers une phase « objective », « exacte » et « mathématique » de leur développement et vers une maturité approchant de celle des sciences physiques » (p. 132). Ajoutons que cette quantification obsessionnelle plait aux experts comme aux politiques en ce qu'elle opère aussi une véritable coupure schizophrénique entre, d'une part, une réalité enfermée dans des chiffres (et dans une conceptualisation aussi proliférante que molle) et, d'autre part, le réel qui leur résiste de toute son épaisseur et de toute sa cruidité d'expérience humaine et, notamment, de sa dureté politique. Au fond, la quantophrénie des experts est « objectivement » complice de l'apolitisme et de « l'asociologisme » des pouvoirs établis. Voir aussi le récent dossier de la *Revue française de socio-économie* sur « Les politiques de quantification », n° 5, 2010.

⁶ On peut citer, pêle-mêle, le Chronic Vulnerability Index (CVI) (proposé par Burg, 2008), le Household Food Insecurity Access Scale (HFIAS) de la Food and Technical Nutrition Assistance américaine (Swindale and Bilinsky 2006) qui reprend les travaux plus anciens de D. Maxwell sur les « coping strategies » et les scores de diversité et de variété alimentaires (Savy et al. 2005).

⁷ Expérience personnelle d'Alain Marie à l'occasion d'une enquête d'anthropologie urbaine à Ouagadougou au cours de laquelle il avait pu recueillir les confidences de jeunes enquêteurs de la Direction de l'urbanisme et de l'habitat et constater, de visu, la qualité de vraisemblance des questionnaires qu'ils remplissaient eux-mêmes, à la chaîne, sans sortir de chez eux.

impéritie (exemples de l'Éthiopie en 1984-1985, de la Somalie en 1991 ou du Niger en 2005 : cf. pour ce dernier, Olivier de Sardan 2008). Quoiqu'il en soit, dans les deux cas de figure, la crise alimentaire est un fait politique qui, en tant que tel, est le produit d'une construction discursive dont il importe de dévoiler les enjeux plus ou moins cachés.

Les situations de crise alimentaire et la « famine » *a fortiori* donnent donc lieu à une construction idéologique, politique et administrative de la faim (avec ses règlements, ses normes, ses discours, ses postures, sa surproduction institutionnelle et ses enjeux). On en viendrait presque, face au fonctionnement en vase clos et en chambre d'échos de ces « systèmes experts » associant institutions internationales, ONG et gouvernements locaux, à soupçonner qu'il leur suffirait d'énoncer les choses pour qu'elles adviennent selon une logique d'inspiration paradoxalement nominaliste (à la limite, le mot précédant la chose et l'énoncé dispensant de toute analyse circonstanciée, contextuelle et localisée du phénomène). Inversement, il suffirait de garder le silence ou, du moins de se contenter de formulations euphémiques, pour que le même phénomène n'ait plus qu'un très faible degré de réalité.

Ainsi, au point d'acmé des situations de « précarité » ou « vulnérabilité » alimentaire (notamment quand la soudure est plus longue que prévue, quand les greniers sont vides, quand céréales et semences viennent à manquer et quand les prix à la consommation montent excessivement) et que l'état « d'urgence » ou de « crise » alimentaire ou même de « famine » (au moins localement) est proclamé, on peut toujours mettre en évidence une grande part de mise en scène théâtrale plus ou moins arbitraire dont chaque protagoniste joue une partition convenue et se met en scène lui-même selon les mêmes procédures éprouvées.

Aussi, comment ne pas être troublé de lire dans la presse nationale malienne, par exemple, un article intitulé « comment tromper les bailleurs de fonds » ? Comme si la ruse et la duplicité, au cœur de toute théâtralisation, constituaient un mode banalisé d'expression du politique ? En particulier, certains éléments des entretiens menés en 2005, 2006 et 2007 à Bamako, accréditent l'idée que les chiffres utilisés dans le champ de la sécurité alimentaire, loin d'être neutres et objectifs, font toujours l'objet d'un incessant remodelage et calibrage *ad hoc*, et qu'au bout du compte, la « quantophrénie » participe très directement à la mise en scène de ce théâtre d'ombres animé par les dispositifs « techniques » de lutte contre l'insécurité alimentaire endémique. En bref, celle-ci, comme les situations dites de « crise » aiguë, émerge très directement au champ du politique et de ses manipulations institutionnelles et discursives.

C'est pourquoi, si l'on veut sortir de ce théâtre d'ombres où les apparences institutionnelles et conceptuelles jouent les premiers rôles sur le devant de la scène, il faut se retourner vers le « poulailler » (les galeries remplies par les milieux populaires) et regarder en face la réalité sociale et politique qui s'y donne à voir.

8. L'insécurité alimentaire, un enjeu du Pouvoir

En-deçà de la surabondance des structures de conseil, de pilotage et d'information (le « mille-feuille institutionnel » également décrit par S. Dury et E. Fouilleux), le fond du problème est d'ordre décisionnel et, plus fondamentalement, politique. Car si le manque de nourriture est une épreuve pour beaucoup (une majorité sans doute), la peur de manquer est partagée par presque tous. Aussi, « travailler en sécurité alimentaire » (selon la curieuse terminologie consacrée dans le champ expert), c'est certes gérer activement les ressources alimentaires (produire plus et mieux stocker par exemple) pour espérer limiter les situations de crise, mais c'est surtout faire face à des demandes sociales et répondre aux attentes et aux angoisses des hommes.

La sécurité alimentaire n'a, de ce fait, jamais cessé d'être un enjeu de pouvoir, à toutes les époques (Downs, Kerner et Reyna 1991 ; Janin, 2010). Elle apparaît aussi invariablement comme une obligation sociale et régaliennne qui s'inscrit dans une histoire plus longue. Les historiens

africanistes rappellent ainsi que les « bons et les mauvais » chefs étaient évalués à leur capacité ou non de nourrir leurs populations en période de crise (Gado, 2009). En « bons pères de famille », ils étaient censés « avoir la main sur le grenier » afin de manifester leur générosité en redistribuant habituellement aux pauvres et, en cas d'urgence, en sauvant leurs gens de la famine. C'est à cette aune que se mesurait leur légitimité, en particulier l'assentiment populaire à leur autorité (Bonnecase, 2010).

Aujourd'hui, ce contrat politico-moral entre le prince et ses sujets, qui relève aussi d'un « contrat social » universel unissant partout les aînés à leurs dépendants, n'a nullement disparu avec l'avènement de la nouvelle donne démocratique (multipartisme, élections, bonne gouvernance, décentralisation) à partir de la décennie 1990. Bien au contraire, en élargissant le spectre des incertitudes économiques (faible rémunération des productions céréalières familiales et disparition des formes publiques de soutien à la production) et des aléas politiques (multiplication des échéances électorales), les politiques libérales mises en œuvre depuis les années 1980 ont accru le besoin de sécurité. Elles ont donc paradoxalement favorisé la pérennité et la reproduction des relations d'allégeance clientéliste et des rapports de pouvoir fondés sur des redistributions inégales et sur de la domination (économique et politique).

Ce phénomène s'enracine donc dans une incontestable permanence historique. Ainsi, à la base, le chef de famille agit en « ordonnateur » des choix de mise en culture, de stockage (n'oublions pas, à cet égard, que les greniers traditionnels sont à l'échelle du groupe domestique, et non du village, comme le veut la vulgate développementiste), de déstockage et de consommation. Ainsi, il peut mutualiser autoritairement certaines ressources céréalières individuelles au détriment de ceux qui les ont produites (ce qui peut sembler, aux yeux de certains, relever d'une forme d'arbitraire). De même, une autre forme coutumière de la domination tient à ce que les paysans sont généralement pris dans des relations de dépendance et de subordination envers les traitants et commerçants, ce qui se traduit par la vente de récoltes sur pied à très bas prix quand il s'agit de faire face à un besoin pressant de liquidité et, en général, par un faible pouvoir de négociation lors des transactions du fait de l'enclavement des villages et de l'absence de concurrence entre les acheteurs. Mais, en retour, traitants et commerçants peuvent aussi consentir des avances et entretenir ces rapports personnels de confiance mutuelle qui dessinent les contours d'une « économie d'affection » échappant pour partie à la logique marchande et comptable.

À une autre échelle, aujourd'hui, la sécurité alimentaire est devenue un enjeu de pouvoir en ce qu'elle constitue un champ particulier d'expérimentations et de luttes pour la mobilisation des ressources. Dans ce domaine, les ONG comme certains ministères peuvent ainsi se trouver en concurrence à peine déguisée lors des phases d'arbitrage financier, où il en va même, parfois, de la survie des programmes et de leurs agents. Cette dimension « politique » est même plus ouvertement visible pour les ONG qui reçoivent une part croissante de fonds publics pour fonctionner (et qui rivalisent entre elles et se livrent à d'intenses « lobbying » afin d'être éligibles à la *short list* des sélectionnées de l'Union européenne et des institutions internationales). Du côté de l'État, le politique est également très directement au cœur des rapports alternés de défiance et de collaboration qu'il a toujours entretenus avec un noyau de « grands commerçants » (ceux-ci étant tantôt accusés de spéculations sur les prix, tantôt appelés à la rescousse en cas d'urgence alimentaire pour approvisionner rapidement un marché défaillant : cf. C. Arditi). Notons à cet égard que les grands commerçants sont également fort utiles dans le rôle épisodique de « méchants » spéculateurs qui s'enrichissent sur le dos du peuple : en cas de tension et de crise alimentaires, il est bien commode, pour le Pouvoir, de les laisser endosser le rôle de « boucs émissaires » (voir aussi P. Janin à propos de la crise alimentaire de 2005). Sous cette perspective, on peut sans doute parler d'une sorte d'oligarchie, essentiellement composée d'une bourgeoisie d'État et d'une bourgeoisie marchande (et de leurs alliés au sein de la haute hiérarchie militaire et religieuse), oligarchie caractérisée par son faible renouvellement, par sa discrétion et par les connivences de longue durée entre ses fractions principales en dépit de tensions récurrentes (mais où, vraisemblablement, entre

aussi une part de mise en scène) : la participation, en bonne place, de certains grands commerçants importateurs à la formation du nouveau parti politique (qui a succédé au « Mouvement citoyen ») du président A. Toumani Touré semble le confirmer.

À l'évidence, la politique de lutte contre l'insécurité alimentaire est donc une dimension cruciale du processus de légitimation de l'État et de sa bourgeoisie. C'est ainsi qu'il est possible de relire l'ensemble des décisions prises au plus haut niveau à l'issue de la crise alimentaire de 2005 : création d'un nouveau Stock d'intervention (SI) politique en sus du Stock national de sécurité (SNS) ; création d'un réseau de banques publiques de céréales en milieu urbain ; création du Commissariat à la sécurité alimentaire directement rattaché à la présidence contre les attributions d'un ministère technique comme celui de l'Agriculture.

Ces actions peuvent d'ailleurs donner lieu à une véritable mise en scène politique et médiatique destinée non seulement à l'attention des bailleurs de fonds, mais au moins tout autant, sinon plus, à l'attention des populations elles-mêmes. Elles réactivent la symbolique évoquée précédemment d'un État en action et d'un président « la main sur le grenier », proche des populations, à l'écoute de leurs préoccupations, au moins autant que, sur la scène internationale, elles installent l'État dans un rôle de composition marqué par sa diligente conformité aux exigences et aux mots d'ordre des bailleurs internationaux (c'est aussi ce qui explique le millefeuille bureaucratique des institutions *ad hoc* et la prolifération redondante des dispositifs et discours stéréotypés centrés sur la sécurité alimentaire).

9. L'expérience de la faim, preuve a contrario

Indubitablement, le dévoilement de la faim, telle qu'elle est montrée et exposée sans fard, sur les scènes et avec les mots de tous les jours, par ceux qui la subissent, mobilise mais dérange : par la culpabilité qu'elle engendre d'abord, par la crainte d'une cristallisation politique du mécontentement aussi. Or ceci est encore accentué par le fait que, contre toute attente, ce ne sont ni les plus pauvres ni les plus vulnérables qui se sont le plus mobilisés contre la « vie chère ». Chez eux, la lutte pour la survie (et la satisfaction des besoins vitaux) prime sur le souci de manifester. Ce sont donc plutôt les citoyens des couches sociales intermédiaires, qui, contraints d'ajuster à la baisse leurs dépenses ou de puiser dans leurs économies, se sont plus ouvertement plaints de la cherté des denrées alimentaires. Au-delà, les difficultés supplémentaires pour maintenir certaines formes de sociabilité alimentaire (dons de plats ou de céréales, prise en charge de parents, organisation de cérémonies) renvoient à la crainte non déguisée de déclassement social.

On retrouve ici l'une des dimensions particulières de la précarité alimentaire urbaine : la fragilisation des réseaux familiaux d'échanges et de solidarité (au sein des populations urbaines comme entre villageois et citoyens) au point que les solidarités de voisinage peuvent mieux résister que les solidarités familiales à l'insidieuse érosion par la pauvreté (cf. les témoignages reproduits par A. Marie dans sa contribution et aussi Marie 1997). En tout cas, dans les couches sociales intermédiaires, comme dans les milieux populaires, la plainte du « manque d'argent », absolu chez les plus pauvres, relatif chez les moins mal-lotés, est un leitmotiv qui dit d'abord le caractère aléatoire de l'approvisionnement et de la consommation alimentaires (cf. Ch.-É. de Suremain et É. Razy). Cela conduit à reposer avec acuité la question d'un retour des interventions de l'État (certains en appellent même à une « réinvention » de l'État) et celle des modalités de l'intervention des organismes d'aide.

Et, certes, c'est bien pour rendre compte sans emphase, mais sans détours, de la précarité alimentaire vécue⁸, souvent depuis longtemps, que des entretiens approfondis ont été entrepris dans

⁸ C. Blanc-Pamard (1998) développe, de manière saisissante, une analyse des liens entre précarisation économique, réduction des rations alimentaires et amenuisement des unités de mesure.

certaines quartiers périphériques de Bamako. Comme on l'a déjà souligné, en effet, le phénomène en milieu urbain a été singulièrement négligé comme objet d'études tandis que l'on se tournait plutôt vers les « famines » ou « disettes » en milieu rural. Les crises alimentaires étaient censées y être plus prévisibles (et cycliques), mieux étalonnées (par des méthodologies largement diffusées) et les pauvres y étaient plus faciles à contenter. De leur côté, les citadins étaient censés « se débrouiller », en général grâce à une « politique » de bas prix à la production paysanne et, en cas de récoltes insuffisantes, grâce à des « politiques » d'importations alimentaires destinées à pourvoir les marchés urbains et à y faire baisser les prix. Et ce n'est que très récemment, à l'issue de la crise alimentaire régionale de 2005, que les développeurs et les gouvernants ont choisi de réinvestir cette question, avec le lancement d'enquêtes sur la vulnérabilité et les mobilités. À vrai dire, ce revirement politique a été « stimulé » par les mobilisations sociales dans les grandes villes au cours de la crise alimentaire de 2008.

Les témoignages de ceux qui se considèrent ainsi comme des « oubliés du développement », sont certes poignants et parfois porteurs d'une colère qui ne demande qu'à trouver un débouché politique. En tout cas, ils dévoilent une quotidienneté âpre, souvent tragique et violente et où les stratégies individualistes de consommation se banalisent (quand « *chacun se cherche au-dehors* », manger à part, dans la rue ou dans une gargote, peut prendre le pas sur l'obligation communautaire du partage). De même, les « filouteries » entre pauvres, racontées à l'anthropologue (cf. A. Marie), – à côté des soins de santé de base inaccessibles et des parcours scolaires trop souvent chaotiques et inaboutis –, sont d'autres aspects d'une triste réalité qui dénonce de fait comme idéologiques et bien commodément hypocrites au fond, certains stéréotypes « afro-optimistes » voulant voir les pauvres compenser les duretés de leur condition d'existence par un heureux cocktail quasiment naturel de solidarité, d'ingéniosité et de bonne humeur à toute épreuve. Mais les pauvres en question, eux, disent de mieux en mieux que tout ceci est le produit de la gabegie de l'État, d'un laissez-faire coupable et, tout compte fait, d'une violence économique désormais parfaitement banalisée (sur l'ordinaire d'une violence ordinaire, cf. P. Janin et A. Marie, 2003).

Et si l'on fait retour à la « méthodophrénie » évoquée précédemment, enfonçons le clou à ce propos : le recueil anthropologique de témoignages montre à nouveau à quel point les enquêtes par questionnaires pour « mesurer » cette vulnérabilité extrême, avec leurs questions fermées, leurs appels de données chiffrées, leurs classes et leurs seuils, tels qu'ils sont communément utilisés par les technocrates et experts de tout bord, et même par certains chercheurs, pour « mesurer » cette vulnérabilité extrême, sont, en fin de compte, non seulement inadaptées, mais surtout dérisoires et mensongères, comme le sont les mots d'ordre de « développement des capacités » ou de « bonne gouvernance », dès lors qu'ils apparaissent surtout comme des éléments d'un théâtre d'ombres techno-bureaucratique fondé sur le déni de l'indissociabilité de la question sociale et de la question politique (indissociabilité sur laquelle ne font silence ni certains prédicateurs radicaux dénonçant l'égoïsme des riches ni les foules qui s'agglutinent autour d'eux).

En ces temps de libéralisme naguère triomphant, aujourd'hui contesté, de nombreuses voix – parfois les mêmes qui plaident hier encore pour une ouverture croissante des marchés – s'élèvent aujourd'hui pour en appeler au retour de l'État et des interventions régulatrices ! Il est devenu banal de relever que des « marchés pleins » (bien approvisionnés) avoisinent des « assiettes et des greniers vides » (faute d'argent pour les remplir). De même, au niveau macroéconomique, « pays riche, populations pauvres » est devenu une formule banale tant les enquêtes de terrain (et les mouvements sociaux!) mettent en évidence la cruelle contradiction entre taux positifs de croissance nationale et paupérisation (au mieux relative) des milieux populaires et même d'une fraction grandissante des classes moyennes. Si l'on met à part quelques « initiatives communautaires endogènes », il faut bien constater en effet que les interventions publiques relèvent surtout d'une politique de saupoudrage et de ciblage clientéliste ou électoraliste dont les plus vulnérables sont très généralement exclus. Ainsi, dans les quartiers populaires de Bamako, aucune des personnes enquêtées n'avait jamais vu la couleur des distributions gratuites censées avoir été mises en œuvre par les pouvoirs publics. Il faut

donc souligner cette évidence : les difficultés d'existence dans les quartiers, notamment la réalité ordinaire, quotidienne, de la sous-alimentation et, tout « simplement », de la faim, n'arrivent pas à se frayer un chemin pour être prise en considération « en haut », ce qui conforte les pauvres dans leur sentiment d'être des « parias » condamnés au mépris des puissants et même à l'invisibilité.

Et pourtant, la prise en compte de la longue durée, notamment de la récurrence des situations de crise alimentaire d'ampleur variable, attestées tout au long des périodes coloniale et précoloniale, met en présence d'un fait si évident qu'on serait confus d'y revenir si l'on ne constatait qu'il semble totalement ignoré de tous les « décideurs » et de leurs mêmes sempiternelles recettes : le fait évident, massif, c'est tout de même que les sociétés locales, dont sont issus tous les parias d'aujourd'hui, ont toujours su intégrer ce risque dans leurs propres modes de régulation endogène, avec suffisamment de prévoyance et d'efficacité (relatives bien entendu) pour traverser les siècles et même les millénaires jusqu'à nos jours !

Il ne serait sans aucun doute pas inutile, donc, de se pencher sur leurs propres « recettes » de longue durée, au lieu de ne s'intéresser qu'aux exacerbations conjoncturelles de leur insécurité alimentaire chronique, sans oublier que des périodes de « simples » soudures plus longues que d'habitude peuvent avoir des conséquences plus dommageables que la manifestation ponctuelle (et souvent très localisées dans une région ou même un espace plus réduit) d'une « crise » déclarée et proclamée comme telle afin de mobiliser plus efficacement de l'aide.

Ainsi, depuis la période coloniale, c'est au nom d'une superbe ignorance vis-à-vis des sociétés paysannes, que l'on a pu diffuser (imposer, à vrai dire) un outil technique passe-partout comme les « banques villageoises de céréales », alors que les stratégies « traditionnelles » (issues de l'expérience historique) s'appuyaient sur le stockage des récoltes et semences dans les « greniers » familiaux (gérés au niveau des lignages ou des familles étendues et non pas du village) ainsi que sur la polyculture et la gestion attentive d'une biodiversité adaptées aux conditions climatiques et pédologiques locales. Répétons le sans détour, les développeurs post coloniaux ont, dans leurs pratiques, sinon dans leurs discours bien pensants, repris implicitement à leur compte, sans se poser de question, toute une thématique coloniale de la stigmatisation des paysans africains *a priori* définis comme archaïques, imprévoyants, ignorants, enfermés dans une temporalité anhistorique, entre le perpétuel présent des pratiques routinières et l'éternel retour des célébrations rituelles, condamnés à une répétition du même antinomique à toute gestion rationnelle de long terme (à toute « stratégie ») et à la capacité d'innovation et de progrès technique. Et face au « paysan imprévoyant », on trouve encore d'autres stéréotypes telles que la figure du « commerçant spéculateur » (en période de soudure) ou encore celle de la « mauvaise mère » responsable par indifférence et ignorance de la malnutrition de son enfant, tant que la médecine moderne n'est pas entrée en scène.

Un autre effet pervers de cet occidental-centrisme bien pensant, peu soucieux de comprendre les rationalités paysannes et demeuré prisonnier d'une vulgate culturaliste empruntée à l'ethnologie archaisante des débuts de la colonisation, c'est d'avoir privilégié des modalités d'organisation et d'action stéréotypées, très centralisatrices, très institutionnelles, très « organigrammatiques », bureaucratiques pour tout dire. Or tout cela, qui repose en fin de compte sur le peu de cas que l'on fait des compétences paysannes, alourdit d'autant les frais de fonctionnement des politiques de lutte contre l'insécurité alimentaire. Une part insuffisante des crédits, subventions et budgets divers est donc consacrée à des actions concrètes (d'investissement, d'aide), tandis que le reste est dépensé pour le fonctionnement interne et pour le « faire-savoir » et le « faire-valoir » (plaquettes avec photos, missions de réunions, séances de communication, coût des expertises...) et constitue aussi une manne financière sur laquelle tous les « courtiers du développement » prennent la part qui leur revient, que ce soit officiellement, en fonction de leurs besoins budgétaires, ou officieusement, en fonction de leur position sur l'échelle du pouvoir...

10. La question alimentaire ou l'urgence du politique en question

Faudrait-il alors se risquer jusqu'à reprendre l'hypothèse émise par l'un de nos interlocuteurs les mieux informés et les plus incisifs sur la question alimentaire au Mali, quand il prêtait à l'ancien président Modibo Keita le propos selon lequel « *si les gens ne sont pas affamés, on les domine moins* » (les affamés n'ayant pas le loisir de s'intéresser à la politique) et quand il concluait que les nouvelles préoccupations de l'État pour la lutte contre l'insécurité alimentaire coïncidait avec la montée en puissance du multipartisme, avec la proximité des élections et avec la décentralisation ? En tout cas, nous l'avons souligné, il est aujourd'hui incontestable que l'État s'intéresse de près à la question alimentaire et que la présidence tient à mettre en scène le fait qu'elle a bien la haute « main sur le grenier » et, en toute bonne intelligence avec les bailleurs de fonds internationaux, qu'elle a le contrôle des dispositifs proliférants censés en assurer l'approvisionnement régulier, le réapprovisionnement en cas de sécheresse et la bonne gestion à des fins de redistribution en cas d'urgence.

Chacun y trouverait donc (à court terme du moins) son compte : l'État en raffermissant ainsi sa légitimité régaliennne, ses traditionnels partenaires internationaux en entretenant de leur côté des amitiés intéressées en ces temps de concurrence mondialisée attisée par l'arrivée sur les marchés africains des nouveaux pays émergents gourmands de pétrole, de matières premières, de minéraux rares et même de terres⁹.

Mais, à moyen (et peut-être à court) terme, il n'est pas sûr du tout que les mises en scène de la lutte contre l'insécurité alimentaire (et pour la réduction de la pauvreté) suffisent à bercer d'illusions les milieux populaires (et les fractions toujours plus nombreuses des classes moyennes paupérisées), car ceux-ci sont apparus au contraire comme violemment déçus par le politique et ses fausses apparences de changement et ceux d'entre eux qui se tournent vers l'islam politique et sa radicalité, aussi bien que ceux qui éprouvent au moins quelque secrète connivence avec l'action d'Al Qaïda au Maghreb islamique (l'AQMI), très active dans le nord du pays où elle détient des otages français), émettent des avertissements que l'État malien et ses soutiens occidentaux auraient bien tort de ne pas vite prendre très au sérieux. Au Mali, comme ailleurs, ainsi que l'ont clairement démontré les « révolutions du printemps arabe » de 2011, il est urgent de repenser le politique à la lumière de la question sociale.

Bibliographie

- Blanc-Pamard C. (1998), « 'La moitié du quart'. Une ethnographie de la crise à Tananarive et dans les campagnes de l'Imerina (Madagascar) », *Nature Sciences Sociétés*, vol. 6, n° 4, p. 20-32.
- Bayart J.-F. (1989), *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 439 p.
- Bonnecase V. (2010), « Faim et mobilisations sociales au Niger dans les années 1970 et 1980 : une éthique de la subsistance ? », *Genèses*, n° 81, p. 5-24.
- Burg J. (2008), « Measuring Populations' Vulnerabilities for Famine and Food Security interventions: the case of Ethiopia's Chronic Vulnerability Index », *Disasters*, 2008, vol. 32, n° 4, p. 609-630.
- Comité Information Sahel (1974), *Qui se nourrit de la famine en Afrique ? le dossier politique de la faim au Sahel*, Paris, François Maspéro, cahiers libres 292-293.
- CSA (2009), *Étude de base de la sécurité alimentaire et de la nutrition (EBSAN)*, CSA-SAP, PAM-Unicef-HKI, Mali, mars 2009, 97 pages.
- Desrosières A. (2008), *Gouverner par les nombres. L'argument statistique ii*, Paris, Presses de l'École des Mines.

⁹ Entre 2009 et 2010, au Mali, la superficie des terres passées sous contrôle étranger s'est accrue des deux tiers, atteignant 550 000 hectares et l'État malien a récemment cédé 100 000 hectares pour de grandes exploitations agro-industrielles à 22 investisseurs étrangers qui créeront au mieux mille emplois là où pourraient vivre 112 000 petits paysans et leur famille (soit plus d'un million de personnes). Cf. L. Van Eeckhout, « Les fonds d'investissement participent à la ruée vers l'Afrique », *Le Monde*, 10 juin 2011.

- Downs R. E., Kerner D. O. et Reyna S. P. (1991), *The Political Economy of African Famine*, Food and Nutrition in History and Anthropology, vol. 9, Gordon and Breach Science Publishers, Langhorn, USA, 389 p.
- Dumont, R. (1962), *L'Afrique noire est mal partie. L'agriculture dans les nouveaux États d'Afrique Noire*. Paris, Éditions du Seuil, 286 p.
- Gado B. A. (1993), *Une histoire des famines au Sahel. Étude des grandes crises alimentaires (XIX-XX^e)*, Paris, L'Harmattan.
- Gado B. A. (2009), « Légitimité politique et gouvernance de la faim. Du comportement des "pouvoirs" en période de famine : une perspective historique », communication lors de la journée d'étude « Crises alimentaires et sous-alimentation ordinaire en Afrique subsaharienne. Quand la faim devient-elle un problème ? », Bordeaux, CEAN, 8 juin 2009, 10 p.
- Giblin B. et Janin P. (éd.) (2008), « *Les enjeux de la crise alimentaire mondiale* », Paris, La Découverte, *Hérodote*, n° 131, décembre 2008, 206 p.
- Janin P. (2010), « Faim et politique : mobilisations et instrumentations », p. 5-22, in : P. Janin (éd.), *Surveiller et nourrir. La politique de la faim*, n° 119.
- Janin P. et Marie A. (éds.), « Violences ordinaires », *Politique africaine*, Paris, Karthala, n° 91, octobre 2003.
- Jany-Catrice F. et Bardet F. (2010), « Les politiques de quantification », *Revue française de socio-économie* n° 5, 256 p.
- Labrousse A. (2010), « Nouvelle économie du développement et essais cliniques randomisés : une mise en perspective d'un outil de preuve et de gouvernement », *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, n° 7, p. 11
- Marie A. (éd.) (1997), *L'Afrique des individus. Itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)*, Paris, Karthala, 442 p.
- Olivier de Sardan J.-P., (2005), « Le chaînon manquant », *Sciences sociales et développement. Le savoir et le politique*, *Courrier de la planète*, n° 74.
- Olivier de Sardan J.-P. (2008), « La crise alimentaire au Niger », *Afrique Contemporaine*, De Boeck Université, n° 225, 296 p.
- Sorokin P. (1959), *Tendances et déboires de la sociologie américaine* [1956], Ed. Montaigne, 309 p.
- Swindale A. and Bilinsky P. (2006), « Development of a Universally Applicable Household Food Insecurity Measurement Tool: Process, Current Status, and Out-standing Issues », *Journal of Nutrition*, n° 136, p. 1449-1452.
- Savy M., Martin-Prével Y., Sawadogo P., Kameli Y., Delpuech F. (2005), « Use of Variety/Diversity Scores for Diet Quality Measurement: Relation with Nutritional Status of Women in a Rural Area in Burkina Faso », *European Journal of Clinical Nutrition*, n° 59, p. 703-716.